

INTRODUCTION

à l'Atlas mondial de l'Islam activiste

(ouvrage collectif sous la direction de Xavier Raufer à paraître début 2006 aux Éditions de la Table Ronde) ©

La médiatisation planétaire des attentats du 11 septembre 2001, les ripostes militaires, justifiées ou non, qu'ils ont suscitées de la part de la première puissance du monde, l'escalade dans l'horreur des stratégies du faible au fort que les organisations visées par ces ripostes mettent en œuvre, enfin – et peut-être surtout – la mémoire courte des démocraties occidentales, laissent à penser que la violence islamiste est un phénomène récent, surprenant et aberrant. Les grands médias qui ne s'y intéressaient avant 2001 qu'épisodiquement et superficiellement à l'occasion d'attentats marquants pour s'en désintéresser aussi vite, consacrent aujourd'hui, quasi quotidiennement et sans compter, heures d'antennes et dossiers spécialisés au phénomène, accumulant témoignages de pertinence inégale et avis d'experts plus ou moins autorisés. Les attentats de 2001 ne constituent cependant ni l'acte fondateur d'une violence se réclamant de l'Islam, ni la déclaration d'une « guerre des civilisations », ni une nouveauté dans les rapports entre l'Occident et le Monde musulman. Concluant l'introduction de la précédente édition de cet Atlas en 1991, ses auteurs notaient à propos des groupes islamistes violents détaillés dans l'ouvrage : « ...une bonne connaissance de leur nature, de leurs projets et de leurs liens est une nécessité. Afin que, à l'aube de cette nouvelle décennie, nul ne puisse légitimement dire à propos de ces groupes : nous ne savions rien ».

Le terrorisme « islamique » auquel les pays occidentaux - mais aussi les pays musulmans qui en sont les premières victimes – ont à faire depuis le début des années 90 constitue en effet la troisième vague de violence politique internationale issue du Moyen Orient après le terrorisme euro-palestinien des années 70 et les différents terrorismes d'État (Iran, Syrie, Libye) des années 80. S'il y avait une continuité entre ces deux premiers types de terrorisme, la violence dite islamique actuelle y plonge ses racines, s'en inspire et s'y réfère, mais elle est en rupture avec eux. Elle n'en reprend ni les motivations, ni les méthodes, ni les acteurs. Elle n'est pour autant ni un « divine surprise », ni un accident, ni une fatalité. Ses origines, ses objectifs, ses acteurs, ses méthodes ont été étudiés et décrits de façon très précise depuis le début par des chercheurs universitaires, des journalistes d'investigation, des diplomates, des spécialistes des services de renseignement et de sécurité. Si il a fallu la démesure des attentats anti-américains pour lui donner une existence médiatique et susciter une réaction politique et militaire de l'Occident, son développement leur est largement antérieur et son ampleur n'a surpris que ceux qui l'avaient consciemment ou inconsciemment ignoré

La genèse et la construction de cette violence sont le résultat de la rencontre dans l'espace et dans le temps et de la synergie sur près d'un quart de siècle de trois types de dérives politiques a priori étrangères les unes aux autres.

La première dérive est constituée par l'internationalisation et l'évolution vers la violence de la frange extrême de la Confrérie des Frères Musulmans après l'assassinat d'Anouar es-Sadate. Depuis les origines de la Confrérie en Égypte au début du XX^{ème} siècle, sa démarche a été, sous couvert d'un respect littéral des fondements de l'Islam (*Salafiyya*)¹, une stratégie d'accaparement du pouvoir et des rentes qui y sont liées dans les pays arabes et musulmans. Elle s'est manifestée

¹ Imitation prétendument scrupuleuse des « ancêtres » (*salaf*), c'est à dire les premiers compagnons du Prophète

par un discours populiste réactionnaire étayé sur une interprétation primaire et fondamentaliste de la religion ainsi qu'une volonté de rupture radicale avec les puissances extérieures susceptibles d'influencer ou d'aider les régimes en place.

Suite à l'impasse politique et financière dans laquelle la Confrérie s'est trouvée après le coup d'État manqué contre le Président Sadate et l'effondrement du système bancaire « islamique »² des Frères en Égypte, la Confrérie a connu de profonds bouleversements internes et ses membres les plus extrémistes, constitutifs des *Jamaa Islamiyyah* (Groupes islamiques, Bandes islamiques), se sont dispersés dans le monde arabe et musulman ainsi que dans les pays occidentaux à fortes minorités musulmanes. Conservant son mode de fonctionnement originel collégial et sectaire, la Confrérie a été en mesure de constituer, dans un monde musulman fortement divisé, la seule structure transnationale suffisamment organisée pour profiter des opportunités politiques, financières et militaires qui pouvaient se présenter.

La deuxième dérive a été fournie par l'activisme islamique saoudien après la révolution islamique iranienne. Dès la fin des années 70, le pouvoir politique et religieux de la famille Saoud s'est senti menacé sur deux fronts. Sur le plan religieux, par la révolution islamique d'Iran qui contestait son monopole fondamentaliste et sa légitimité dans la garde des Lieux Saints usurpée aux dépens des Hachémides en 1926. Sur le plan politique, par le développement dans le monde arabe et musulman du rayonnement d'États ou d'organisations à vocation laïque ou « proto-démocratique » (Turquie, Algérie, Tunisie, Syrie, Irak, Jordanie, Égypte, OLP, etc.).

L'Arabie a réagi à cette double menace en essayant de s'assurer un contrôle international de l'Islam, en particulier dans les lieux où il est mal « fixé » (Afrique, Asie du Sud-est, Caucase, communautés émigrées en Occident) afin de promouvoir sa légitimité religieuse face à la propagande iranienne et d'affaiblir l'influence des régimes « progressistes » (Algérie, Tunisie, Syrie, Irak, Égypte etc.) ou tout simplement considérés comme rivaux en Islam (Libye, Yémen, Maroc, Jordanie).

Faute de capacités techniques et de personnels compétents, cette stratégie s'est traduite par le moyen unique de la distribution considérable mais mal contrôlée de fonds au travers d'initiatives privées ou publiques, d'ONG, d'associations « caritatives », d'organismes financiers : Ligue islamique mondiale (W.I.L.), Secours islamique international (I.I.R.O.), Banque Dar el-Mal el-Islami, etc. Il en est résulté deux effets pervers. Le premier a été une escalade de l'affrontement et une concurrence dans la propagande et la violence avec l'islamisme chiite contrôlé par l'Iran pendant la décennie 80. Le second est que les moyens ainsi libéralement distribués ont été rapidement récupérés par la seule mouvance islamique sunnite organisée au plan international, l'organisation extérieure activiste de la Confrérie des Frères Musulmans, dans un but de propagande et de recrutement à ses propres fins.

La troisième dérive résulte de l'utilisation mondiale des mouvements fondamentalistes musulmans sunnites par les services américains et ceux de leurs alliés dans la lutte contre l'Union soviétique et les partis communistes locaux ainsi que dans la politique d'isolement de l'Iran. Il s'agissait là d'une initiative purement géostratégique dictée par les impératifs de la protection américaine de la zone du Golfe et des marches de l'Union soviétique, appuyée par des financements saoudiens massifs, qui a conduit à la formation technique clandestine approfondie d'auxiliaires locaux soit directement par les services américains soit par des services alliés locaux (Pakistan, Indonésie)³.

On a ainsi assisté dans la décennie 80 à une spectaculaire montée en puissance des mouvements combattants fondamentalistes suivie de leur abandon plus ou moins brutal après la

² Faillite frauduleuse de la Banque Al-Rayyan constituée par les Frères Musulmans d'Égypte pour drainer les dépôts des petits épargnants pieux.

³ Jemaa Islamiyya en Indonésie pour lutter contre les communistes ; différents maquis en Afghanistan pour lutter contre la présence soviétique, dont le Maktab ul-Khidamat de Peshawar aux ordres du Frère Abdallah Azzam qui deviendra le cœur de la Qaïda, le groupe de Gulbuddin Hekmatyar et le groupe de Massoud qui a formé les premiers militants des GIA algériens, etc.

chute du régime soviétique. Ils se sont donc retrouvés en déshérence à partir de 1990, sans objectifs clairs mais pas sans idéologie ni surtout sans « maîtres » et leur capacité opérationnelle a été le plus souvent récupérée par la structure internationale de la Confrérie des F.M. évidemment présente sur tous les théâtres d'affrontements.

Il découle de cette longue maturation - qui s'étale pratiquement sur une génération - ainsi que de la gestion du phénomène par une organisation sectaire sans responsabilité étatique, nationale ou même communautaire, que la violence politique islamiste actuelle est un phénomène de culture plutôt qu'un phénomène de posture. Les terrorismes d'État des années 80, comme le terrorisme palestinien des années 70, étaient les instruments stratégiques ou tactiques organisés, contrôlés, professionnalisés, hiérarchiquement organisés de puissances étatiques ou révolutionnaires. C'est encore aujourd'hui le cas du terrorisme dit « islamiste chiite » mis en œuvre par l'Iran, soit directement par ses services, soit via des organisations locales comme le *Hizb-allah*. Les violence politiques que ces terrorismes entraînent se définissent en une posture par rapport au corpus juridique national ou international d'une société donnée. Elles violent la loi, elles profitent de ses failles, mais elles en tiennent aussi compte dans un calcul du rapport coût-profit. Les commanditaires de ce type de terrorisme ont des objectifs conjoncturels et précis dans leur espace interne ou international et savent en général jusqu'où ils peuvent « aller trop loin ».

À l'inverse, la violence politique « salafiste » actuelle – quelle que soit son ampleur – ne témoigne ni crainte ni irrespect pour la loi et ses moyens de contrainte. Elle les ignore, elle s'exerce sans aucune référence à un quelconque corpus juridique, national ou international même musulman. « *La haqqan illa billah* » (« Il n'y a pas d'espace juridique hors la personne de Dieu ») dit la tradition (*Sunna*) du prophète Mahomet. Cependant, comme Dieu ne se manifeste que rarement et de façon assez elliptique, on est bien obligé de s'en remettre à ses interprètes auto-proclamés sur Terre. Il fut une époque où, selon la coutume musulmane, l'avis de ces interprètes (*mujtahid*) devait être validé par le consensus (*ijma*) de leurs pairs ou des Croyants. Mais les Frères Musulmans se sont arrogés depuis une cinquantaine d'années, parfois par la séduction ou l'argent, le plus souvent par la coercition, le « terrorisme intellectuel »⁴ ou la violence physique, en tous cas sans recherche de consensus, le monopole de cette interprétation. On ne passe donc à la violence « islamiste » qu'à la suite d'un long processus de maturation, de formation, de prise en mains par un groupe de type sectaire. Car il s'agit bien de fonctionner sur le mode d'une secte en faisant couler le sang des adversaires mais aussi celui de ses propres partisans érigés en « martyrs » afin que nul n'ait la tentation de s'apitoyer sur les victimes ou de s'interroger sur la méthode. En ce sens, la violence politique islamiste s'analyse en un phénomène de culture.

Ce type de démarche est conforme à la stratégie définie par Sayyid Qotb, penseur extrême des Frères Musulmans et fondateur des *Jamaa Islamiyyah*, pendu par Nasser en 1966. Pour ces dernières il s'agit de provoquer par la violence une rupture historique entre les pays musulmans et les reste du monde, de les rendre haineux et haïssables, de façon à pouvoir prendre le pouvoir dans ces pays et les richesses qui y sont liées sans s'exposer à un risque d'intervention extérieure au profit des régimes en place. Face à ce phénomène de type sectaire et relativement marginal (les enquêtes les plus sérieuses montrent aujourd'hui que la Qaïda de Ben Laden ne comptait que quelques centaines de membres), on est cependant loin du « clash des civilisations » que redoute Huntington. S'il y a un tel affrontement, il viendra de l'Occident parce qu'il aura commis l'erreur d'ériger la guerre contre les terroristes en guerre contre l'Islam, de déclencher un « affrontement du Bien contre le Mal », de promouvoir le concept aberrant d'une « Guerre contre la terreur (War on terror) ». On ne fait pas la guerre à la terreur, on fait la guerre à des terroristes. La distinction est

⁴ Ce genre de procédé a été illustré de façon caricaturale en 1993 par les Frères d'Égypte qui ont introduit un recours en annulation du mariage d'un jeune universitaire, Nasser Hamid Abou-Zeïd, qu'ils accusaient d'apostasie (donc insusceptible d'épouser une musulmane) pour avoir fourni une interprétation non conforme à la leur. Le procédé est habile puisqu'au travers d'un problème de droit civil, il mettait les juges en demeure de trancher sur les titulaires du droit d'interprétation.

importante car, si les *Jamaa Islamiyyah* ont une stratégie globale du Maroc aux Philippines et de Bosnie en Somalie, en passant par nos banlieues, elles n'ont ni commandement unifié ni tactique arrêtée. Elles font ce qu'elles peuvent, quand elles peuvent, comme elles peuvent, avec qui elles peuvent, pourvu que cela s'inscrive dans l'objectif stratégique de rupture radicale avec l'Occident, d'affaiblissement et d'isolement des pays arabes et musulmans qui est recherché.

La compréhension de ce phénomène activiste violent, auquel cet Atlas entend apporter sa contribution, et, partant, la définition des moyens de s'en prémunir, doit prendre en compte les caractéristiques majeures de son expression qui sont, très grossièrement, au nombre de six :

1- La menace est globale. Aucune collectivité, État ou organisation n'est à l'abri à partir du moment où cette collectivité est susceptible ou capable d'intervenir dans le monde musulman sous quelque forme que ce soit, militaire et politique, bien sûr, mais aussi économique, culturelle, sanitaire ou sociale. Dans cette optique, ce n'est pas un paradoxe que ceux qui se veulent, souvent très sincèrement, « les meilleurs amis des Arabes et des Musulmans » soient les premiers visés. Ce sont en effet ceux qu'il faut prioritairement décourager de toute volonté de solidarité ou d'intervention.

2- La menace est directement proportionnelle à la capacité de la collectivité visée d'intervenir dans le monde arabe et musulman. Si les États-Unis et Israël sont les premières cibles, l'Europe vient immédiatement derrière au Maghreb et au Moyen Orient par ses multiples liens et intérêts. Idem pour la Russie dans le Caucase et l'Asie Centrale, pour l'Australie et le Japon dans le Sud-est asiatique, etc.

3 - La menace est imprévisible dans la mesure où les *Jamaa* n'ont pas de tactique précise. Leur pragmatisme les entraînera à frapper où c'est le plus facile et le plus voyant, où on pourra trouver sur place ou importer facilement des exécutants prêts à tout. Dans ce domaine l'Europe, avec ses communautés musulmanes nombreuses et ses législations tolérantes sur la circulation des personnes et des marchandises, est en première ligne.

4 - Le pire est à venir. Si le point d'application de la menace est difficilement prévisible parce que la stratégie est planétaire et opportuniste, il faut cependant s'attendre à une surenchère constante dans la dimension et la symbolique. Après le 11 septembre, la crédibilité du système veut que l'on fasse toujours plus, soit dans la dimension (Madrid), soit dans la symbolique de l'horreur (exécution ou mutilations médiatisées). Plus les *Jamaa* seront affaiblies par la lutte internationale contre les activistes, plus leurs actions seront violentes et spectaculaires de façon à conserver leur crédibilité idéologique et leurs sources de financement. Sans aller jusqu'au terrorisme « nucléaire », beaucoup moins facile à mettre en œuvre que certains « experts » en mal de sensationnel le prétendent, l'utilisation de moyens « non conventionnels » (chimiques, radiologiques, bactériologiques) plus ou moins bien maîtrisés, ainsi que le choix de cibles à fort taux de dégâts collatéraux (complexes nucléaires ou chimiques) constituent des menaces tout à fait actuelles.

5 - La prévention de ce genre de menace par moyens sécuritaires classiques est d'autant plus ardue que les groupuscules porteurs de cette menace sont impénétrables. On a pu en quelques occasions infiltrer des agents dans la périphérie de ces groupes mais jamais au niveau utile pour connaître les intentions. Cette difficulté provient de l'aspect culturel du passage à la violence, du recrutement sectaire des candidats terroristes, du caractère opportuniste des actions violentes. Il n'y a pratiquement pas dans ce domaine de professionnels de la violence comme c'était le cas dans l'euroterrorisme des années 70 ou les terrorismes d'État des années 80. Les Frères Musulmans entretiennent sur de longues périodes dans tous les pays où ils sévissent un vaste vivier culturel d'exclusion et de violence – notamment par le biais de leur mouvance *Takfir wal-Hijra*⁵ qui prône la rupture sociétale par la délinquance - dans lequel il choisissent le jour venu la dizaine de volontaires nécessaires pour une opération terroriste.

⁵ Littéralement « Anathème et émigration ». Branche activiste violente de la Confrérie dont la première cellule a été créée en 1967 à Gaza par le Frère palestinien Saleh Serriyyeh à l'instigation des services saoudiens pour lutter contre ce que Ryadh considérait alors comme la dérive gauchiste de l'OLP et la dérive progressiste pan-arabe de Nasser. La stratégie d'enrôlement de Serriyyeh passait par une instigation de ses jeunes recrues à la délinquance de droit commun afin de les couper de leur milieu social et de leur interdire tout retour à un engagement politique pacifique ou à une vie normale. Cette branche s'est par la suite essentiellement développée parmi les communautés émigrées en Occident.

6 – Contrairement aux différents terrorismes des décennies précédentes l'activisme violent des *Jamaa Islamiyyah* est un terrorisme de rupture et non un terrorisme de négociation. Les Frères ne réclament aucun accommodement aux régimes arabes et musulmans ou aux Occidentaux. Ils veulent abattre les premiers et rompre de façon irrémédiable avec les seconds. Dans ce contexte, toutes les formes de prévention bâties sur des approches par intermédiaires - fussent-ils Musulmans - sur des médiations, sur la recherche de solutions négociées, sont exclues.

Dans ces conditions, il apparaît qu'une lutte préventive efficace contre l'activisme islamiste violent ne peut être que collective, globale, non subordonnée aux seuls impératifs géostratégiques ou vengeurs d'un État donné, située très en amont de l'acte de violence lui-même, au stade du recrutement, de la prise en mains des exécutants, de la formation, du financement, de la constitution des réseaux de solidarité. Elle suppose une connaissance approfondie du phénomène activiste afin que les inévitables « procès d'intention » que suppose la prévention – qui s'exerce par définition avant l'exécution de l'acte violent – s'exercent contre des objectifs justifiés et ne s'analysent pas en procès de l'Islam et des Musulmans, objectif justement recherché par les activistes dans un cycle terroriste classique de « provocation-répression ». Les victimes actuelles et potentielles de l'activisme islamique violent peuvent cependant être aidées dans leur démarche collective par un certain nombre de faiblesses du système des *Jamaa Islamiyyah*.

Ne disposant pas des moyens d'encadrement et de contrainte étatiques des sponsors classiques du terrorisme, celles-ci sont extrêmement sensibles à la perte de leur influence. Les Frères ont en effet bâti leur système sur une certaine forme de populisme paternaliste et réactionnaire jouant sur des grandes masses versatiles et non sur des minorités activistes professionnelles bien tenues en mains. Dans le Tiers-monde, ils jouent sur le fait que les États ont en général « déserté » le terrain culturel, sanitaire et social. En Occident, ils jouent sur diverses formes d'exclusion dont sont l'objet les minorités musulmanes immigrées pour les amplifier et les exploiter. Partout, ils utilisent les contentieux locaux impliquant des Musulmans pour en donner l'aspect d'une irréductible guerre de religion, de culture ou de civilisation. Parmi les minorités émigrées en Occident et jusque dans les pays musulmans eux-mêmes, ils se sont arrogés - grâce aux fonds des pétromonarchies distribués par des ONG à vocation religieuse, éducative ou pseudo-humanitaire - une sorte de monopole sur l'Islam, sur son interprétation, sur son organisation, sur son enseignement. . Il faut à l'évidence reconquérir ce terrain en repensant l'organisation de la religion musulmane et la formation des cadres religieux pour les mettre à l'abri de l'influence exclusive des plus extrémistes.

Cette démarche est d'autant plus opportune que le monopole interprétatif des Frères est contraire à l'Islam lui-même. Car, de deux choses l'une : ou bien, comme le pensent nombre de théologiens et jurisconsultes musulmans, l'*ijtihad* (effort de compréhension et d'interprétation exégétique des sources de l'Islam) est clos depuis la définition des quatre grandes écoles jurisprudentielles⁶ sunnites à la fin du IX^{ème} siècle, ou bien il est toujours ouvert. Si l'*ijtihad* est fermé, l'interprétation des Salafistes, qui ne s'inscrit dans aucun des quatre rites - pas même le rigoriste hanbalisme -, est illicite et constitue une innovation blâmable (*bid'a*). S'il est ouvert, l'interprétation salafiste n'a pas plus de valeur que les autres, notamment les plus modernistes, et ne saurait s'arroger un monopole.

Enfin – et peut être surtout – les *Jamaa* sont extrêmement vulnérables à la perte de ressources financières qui constituent à la fois leur principale motivation et leur moyen d'action privilégié. Il ne s'agit pas ici de parler du financement des opérations violentes. Celles-ci ne coûtent pas cher et leur financement est incontrôlable. Ce qui est en jeu, ce sont les sommes énormes qui permettent aux Frères d'assurer leur influence et leur prédominance dans l'organisation de la religion musulmane. C'est l'ensemble des fonds qui leur permettent de développer leurs actions associatives et soit disant caritatives dans les pays du Tiers-monde et les milieux immigrés démunis. C'est le financement des imams extrémistes, des agents d'influence, des centres de formation, de

⁶ Écoles d'interprétation ou « rites » (*madhaheb*) : malékite, hanéfite, chaféite, hanbalite, fondées dans le courant du IX^{ème} siècle par les *mujtahid mutlaq* (« interprètes absolus ») : Malik Ibn Anas, Abou Hanifa, Chafe'i, Ahmad Ibn Hanbal.

propagande et de recrutement. C'est, enfin, la prise en charge des familles des volontaires de la violence.

Ces moyens proviennent pour une faible part de cotisations plus ou moins spontanées de sympathisants émigrés ainsi que d'activités délictueuses plutôt mineures et, pour la majeure partie, de « généreux donateurs » plus ou moins bien intentionnés de la Péninsule arabique et du Golfe selon des modalités exposées en détail dans cet ouvrage. Sans cette manne, les *Jamaa Islamiyya* ne sont plus rien et ne sont plus en mesure d'organiser et canaliser les différentes formes d'activisme islamique à leur profit exclusif dans le Monde musulman et le reste du monde. Notre corpus juridique européen et occidental n'attribue pas un caractère délictueux à ces financements qui, le plus souvent, n'ont pas la violence terroriste comme objectif direct. Il n'en reste pas moins que le résultat est là et qu'il faudra bien le prendre en compte sans renier nos propres valeurs. Cela ne sera pas facile et devra – pour être efficace et pour ne pas laisser de trou dans le dispositif – être le résultat d'une démarche concertée et collective entre Européens, entre Occidentaux, et avec nos partenaires Arabes et Musulmans, premières victimes de la violence dite islamique.

Sauf à entrer dans la logique des activistes et à leur susciter sympathisants, partisans et militants, la réaction de l'Occident se tromperait de cible en rendant les régimes arabes et musulmans, si moralement condamnables soient-ils parfois, responsables ou complices d'une forme de violence dont ils sont les premiers objectifs. Contribuer à leur évolution et à leurs réformes est sans doute souhaitable, les y contraindre par la force, l'élimination brutale et l'imposition de valeurs étrangères ou mal assimilées n'aboutit qu'à susciter des vides que seuls les activistes islamistes violents sont actuellement capables de remplir. En Irak, la montée en puissance d'Abou Moussaab al-Zerqawi chez les Sunnites et de Moqtada Sadr chez les Chiites illustre ce risque. En Syrie, au Yémen, en Égypte, en Palestine, au Maroc, en Algérie, mais aussi en Asie centrale et du sud-est, les *Jamaa*, outre leurs attaques locales, comptent sur les pressions occidentales pour déstabiliser les régimes en place et leur ouvrir la voie d'un pouvoir convoité. En démontrant par deux fois de façon magistrale qu'il est vain de vouloir défier l'Occident sur son propre terrain et avec ses propres armes, Saddam Hussein a validé leur stratégie de la terreur. Tout aussi grave, il a rappelé aux « États-voyous », qui avaient, dans les années 80, fait du terrorisme plus ou moins appuyé sur l'Islam un instrument ordinaire de leurs relations internationales, que la recette n'était pas si mauvaise puisqu'ils en ont tiré tous les bénéfices avant de réintégrer au meilleur prix le concert des Nations. L'exemple ne manquera pas d'être médité et se révèle gros de dangers.

Ce n'est donc pas faire injure à l'intelligence des Occidentaux que de leur rappeler sans cesse que le Monde arabe et musulman est un monde complexe qu'il faut, comme disait le Général De Gaulle, tenter de comprendre en « l'abordant avec des idées simples ». Cet Atlas vise, avec modestie mais rigueur, à y contribuer.

Alain Chouet, ancien Chef du Service de renseignement de sécurité à la DGSE.

Février 2005